



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

dossier n° PC 017 300 23 0 0272

date de dépôt : 20 décembre 2023

demandeur : Ministère de la Justice, représenté
par Monsieur BARNOUIN Patrice

pour : Démolition partielle, extension du tribunal
en RDC, rénovation énergétique sur les façades,
pose de brise soleil façades Sud, aménagement
d'un parvis paysager

adresse terrain : 67 rue de Jéricho, à La Rochelle
(17000)

Préfet de Charente-Maritime

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le préfet de Charente-Maritime,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la demande de permis de construire présentée le 20 décembre 2023 par le Ministère de la Justice,
représenté par Monsieur BARNOUIN Patrice demeurant 13 rue Letellier - Bâtiment B, Bordeaux
(33000) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour Démolition partielle ;
Extension du tribunal en RDC ;
Rénovation énergétique sur les façades ;
Pose de brise soleil façades Sud ;
Aménagement d'un parvis paysager ;
- sur un terrain situé 67 rue de Jéricho, à La Rochelle (17000) ;
- pour une surface de plancher créée de 356 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal dont la dernière procédure a été approuvée le 06/07/2023 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le maire de La Rochelle en date du 02/01/2024 ;

Vu l'avis favorable de sous-commission départementale d'incendie et de secours en date du
08/01/2024 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur l'architecte des bâtiments de France en date du 31/01/2024 ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes
handicapées en date du 06/02/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ**.

A La Rochelle

Le 05/03/2024

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Emmanuel CAYRON

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.